

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Crise-systemique-Orages-lointains-et-parapluies>

Crise systémique : Orages lointains et parapluies

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 25 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les États-Unis sont au bord de la cessation de paiements (qu'ils éviteront, probablement, aux dépens, comme toujours, des autres) et l'euro est pour sa part au bord de l'abîme à cause de l'impayable dette grecque de plus de 440 milliards de dollars et de la politique fondamentaliste des autorités financières de l'Union Européenne, qui continuent à laisser monter les taux d'intérêt préoccupés par l'inflation, juste au moment où le chômage monte sans cesse (en Espagne il atteint déjà 20.7 % et dont 44.7 % chez des jeunes, et en Italie le chômage des jeunes est à 30 %). Les barrières que le *Traité de Maastricht* fixait (un maximum de déficit pour le budget public annuel de 3 % du PIB et un maximum de dette équivalente à 60 % du même) ont été violées par presque tous les pays membres de l'union monétaire.

L'Allemagne, elle-même, dont l'économie est basée sur l'exportation, dépend en grand partie de ce qui va se passer avec ses associés européens et aussi du cours de l'économie étasunienne, et elle est loin de pouvoir se mettre à l'abri des orages qui éclatent à ses frontières ou de l'autre côté de l'océan. Si le duo des grands créanciers et des dirigeants de la politique financière - l'Allemagne et la France - ne sait pas ce qu'il doit faire avec la petite économie grecque, six fois plus petite que l'italienne : qu'est-ce qu'ils feront devant un effondrement possible du pays que Berlusconi met dans une position instable, dont le PIB s'élève à 2 milliards de dollars - deux millions de millions - et qui doit 450 milliards de plus que son PIB ? Les pompiers franco-allemands isolent jusqu'à présent les feux au Portugal, en Irlande et en Grèce, mais l'Espagne et l'Italie pourraient requérir à tout moment une aide *in extremis*. Seront-ils capables de leur répondre ?

Les économies nationales sont très interdépendantes et aucun pays n'est en sûreté face aux grands orages monétaires et économiques propres à la plus vaste crise que n'a jamais connu le système capitaliste. C'est pourquoi fait sourire, l'assurance avec laquelle la présidente Cristina Fernández affirme qu'un petit pays comme l'Argentine est blindé contre la crise, parce qu'il a des réserves pour 51 milliards de dollars, c'est dire, moins de la moitié du premier prêt qui a été jeté dans le four grec pour soutenir les paiements aux banques françaises et allemandes, créanciers et usuriers d'Athènes.

La Chine n'est pas en crise et elle a la possibilité de développer un marché interne immense malgré la faible capacité d'achat de l'immense majorité des chinois, et c'est pourquoi ils sont un élément de stabilité dans le capitalisme mondial. Avec toutes ses forces elle continue de soutenir les États-Unis, dont l'économie dépend de plus en plus de la Chine, accumulant des réserves en dollars, bien que ceux-ci valent de moins en moins, et achetant des bons du Trésor des États-Unis, bien qu'ils sont sur le point de subir une grande dévaluation. Ils ont en plus une bonne partie des obligations des principaux pays européens (presque un tiers des italiennes, par exemple).

Après la Première Guerre mondiale, les détenteurs d'obligations russes les ont utilisées comme papier pour tapisser leurs maisons. Le gouvernement de Pékin a une grande confiance dans le capitalisme, il essaie de le promouvoir et de le soutenir à une échelle mondiale, mais il est peu probable qu'il ignore cette expérience passée. Qu'est-ce qui ce passera s'il décide de sortir du jeu, d'acheter de l'or et d'inonder le monde avec des dollars et des bons du Trésor des États-Unis à un prix de solde, ainsi que d'organiser un bloc régional eurasiatique, avec les pays mineurs de la région plus l'Inde et la Russie, qui pensent aussi comment se mettre à l'abri de l'inondation qui leur vient depuis l'Occident ?

Les pays d'Afrique et d'Amérique Latine, comme l'Argentine, hautement dépendants des exportations en Chine et en Europe, et dernièrement des investissements chinois, pourront-ils rester à la marge de cette crise ? Auront-ils le temps pour réorganiser leurs économies afin que le désastre les frappe moins, en établissant des bases pour la souveraineté alimentaire de manière à assurer des aliments à leurs populations, en instaurant les fondements d'un développement scientifique et technologique pour être plus indépendants, en renforçant le marché interne et l'industrie agro-alimentaire pour ne pas être seulement exportateurs des matières premières ?

Si le prix du baril de pétrole tombe, résultat de la crise dans les pays les plus industrialisés (les États-Unis et ceux de

(l'Union Européenne) : pourront-ils défendre simultanément le prix des combustibles qu'ils produisent et sont essentiels pour leur croissance, et développer les bases d'un système énergétique non dépendant des hydrocarbures ? Le gouvernement argentin se rappellera-t-il, par exemple, que pendant la dernière guerre, quand le charbon de Cardiff n'est plus arrivé au port du Buenos Aires et qu'on a cessé d'exporter du maïs, les chemins de fer et les cuisines familiales ont eu à brûler ces grains ?

Si la crise actuelle, exacerbée par les banquiers - qui, pour toucher des intérêts usuriers aux dépens des travailleurs européens et des Etats-Unis réduisent continuellement les salaires réels, ils hypothèquent les familles pendant des décennies et réduisent la capacité d'achat - poussant à l'abandon de l'euro de la part de la Grèce, en entraînant d'autres pays : n'y aurait-il pas une vague féroce de dévaluations et une concurrence brutale entre les pays pour vendre aux autres tandis qu'ils leurs achètent moins ; une espèce de « sauve qui peut » où tous perdraient ? Le renversement du système capitaliste : conduira-t-il dans les années à venir vers un long naufrage général des niveaux de vie, de la culture et de la civilisation, comme ce fut le cas après l'Empire romain, ou à de nouvelles convulsions, comme celles des années trente, précédant la Deuxième Guerre, avec des mouvements de masses de protestation, de fortes manifestations racistes et xénophobes, et avec des tendances à échapper à la crise avec la destruction d'une guerre mondiale ? Il y a-t-il encore du temps pour éviter le pire. Tout au moins, pour ouvrir le parapluie ...

[La Jornada](#). Mexico, 24 juillet 2011.

Traduit pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 24 juillet 2011.